

**Art. 2.** De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 02 van organisatieafdeling 15 en van programma 01 van organisatieafdeling 32 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014 wordt gewijzigd als volgt:

(duizend EUR)

Basisallocatie	Aanvankelijk krediet en overdrachtsbesluit		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	VK	VK	VK	VK	VK
OA 32 01.01.01	0	84.014	-	- 4.416	0	79.598
OA 15 12.15.02	0	0	-	+ 275	0	275
OA 15 33.06.02	0	0	-	+ 351	0	351
OA 15 40.01.02	0	0	-	+ 151	0	151
OA 15 39.09.06.	0	0	-	+ 130	0	130
OA 15 39.09.06.	0	0	-	+ 1.019	0	1.019
OA 15 39.09.06.	300	0	-	+ 2.490	300	2.490

**Art. 3.** Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Namen, 20 maart 2014.

R. DEMOTTE  
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204848]

**24 JUIN 2014. — Arrêté ministériel relatif à la mise en application des dispositions relatives à la demande unique et à l'admissibilité des surfaces de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, § 2, et D.242;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, les articles 10, § 2, et 12, §§ 1<sup>er</sup> et 2, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, et les articles 15/1, § 3, 15/2, 15/3, alinéa 2, et 15/6, § 2, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

Vu l'urgence motivée par le fait que suite aux conclusions définitives de l'audit surface de 2013 qui ont été transmises le 25 mars 2014, les dérogations d'inéligibilité accordées aux zones à statut particulier déclarées par les agriculteurs sous le code 613, ont été retirées dans le LPIS et donc du paiement pour les aides du 1<sup>er</sup> pilier, avec pour conséquences, que ces parcelles agricoles n'ont pas fait l'objet des paiements des aides en octobre et décembre 2013. Que ce sont les exploitations fortement engagées dans la gestion de surfaces naturelles qui sont le plus impactées par cette mesure. Que le paiement de ces aides ne pourra se faire que lorsque les nouveaux critères d'admissibilité des surfaces déclarées auront été fixés;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de présenter les nouvelles règles d'admissibilité des surfaces agricoles au 1<sup>er</sup> pilier de la PAC, qui se doivent d'être officialisées et connues sans ambiguïté par les agriculteurs pour la campagne 2014 et avant le 30 mai 2014, étant donné qu'au delà de cette date, le demandeur des aides n'a plus la possibilité de modifier sa déclaration de superficie rentrée à l'administration;

Vu l'urgence également motivée par la nécessité de permettre la légalité de l'introduction des déclarations de superficie par voie électronique qui ont été rentrées en 2014 par certains agriculteurs et de prévoir les dispositions qui encadrent ce mode de transmission;

Vu l'avis 56.407/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mai 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les demandes d'aides pour les régimes suivants sont effectuées via la demande unique :

- 1<sup>o</sup> le régime de paiement unique;
- 2<sup>o</sup> le régime de la prime à l'herbe;
- 3<sup>o</sup> les aides agroenvironnementales;
- 4<sup>o</sup> les aides à l'agriculture biologique;
- 5<sup>o</sup> les indemnités compensatoires en régions défavorisées;
- 6<sup>o</sup> les indemnités Natura 2000.

**Art. 2.** La demande unique parvient à l'organisme payeur au plus tard le 31 mars de la campagne concernée.

La demande unique électronique est transmise par le demandeur à l'organisme payeur au plus tard le 30 avril de la campagne concernée.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les activités définies à l'annexe peuvent faire l'objet d'une dérogation pour une utilisation non agricole des surfaces concernées. Les demandes d'autorisation pour ces activités sont à adresser à la Direction extérieure du Département des Aides compétente pour gérer la demande unique du demandeur au plus tard trente jours ouvrables avant la date prévue pour l'activité non agricole à l'aide du formulaire défini par ce Département. La Direction extérieure compétente statue sur la demande d'autorisation de réaliser l'activité non agricole sur les surfaces agricoles concernées en fonction des critères énoncés dans l'annexe.

Les demandes relatives aux activités visées en annexe qui sont projetées dans le périmètre d'un site Natura 2000 sont également notifiées par courrier adressé au Directeur du Service extérieur du Département de la Nature et des Forêts concerné.

Pour les cas non définis à l'annexe, les demandes sont adressées à la Direction des Surfaces agricoles du Département des Aides suivant les mêmes modalités que celles établies à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les rencontres et les compétitions de tractors-pulling, de dragsters et de monsterstruck ne peuvent être autorisées sur les surfaces agricoles.

Les activités de gymkhana, de compétitions de vélo tout terrain, de vélo-cross, de karting, de moto-cross, de quad-cross, d'auto-cross ou de stock-cars, de concentrations de tracteurs agricoles et d'autres matériels agricoles ne peuvent être autorisées en site Natura 2000.

Le développement d'activités non agricoles sur des surfaces agricoles en mode de production biologique ne peut être autorisé que moyennant l'accord de l'organisme de certification agréé pour le mode de production biologique.

Le développement d'activités non agricoles ne peut être autorisé sur les surfaces agricoles qui font l'objet des méthodes agroenvironnementales suivantes au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agroenvironnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agroenvironnementales :

- 1° la méthode 2 : Prairie naturelle;
- 2° la méthode 3.a : Tournière enherbée en bord de culture;
- 3° la méthode 3.b : Bande de prairie extensive, pour la partie de parcelle concernée par cette mesure;
- 4° la méthode 8 : Prairie de haute valeur biologique;
- 5° la méthode 9 : Bande de parcelle aménagée.

**Art. 4.** Les surfaces situées au sein du périmètre des aéroports, des terrains militaires, des terrains de sport, en bordure des voiries et des bâtiments, en bordure des cours d'eau sur lesquelles il n'y a pas de production agricole sont considérées comme des surfaces utilisées à des fins non agricoles.

**Art. 5.** Les dépôts visés à l'article 15/3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 concernent l'entreposage de produits non agricoles qui ne permettent pas l'exploitation agricole de la surface concernée tel que l'entreposage permanent de matériel agricole, de bois, de déchets de construction et de terrassement, de déchets divers, de pneus, de bâches.

**Art. 6.** Les coefficients de réduction visés à l'article 15/6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 sont fixés comme suit :

- 1° 0 à 10 % de couverture non admissible : 100 % de la surface admissible;
- 2° 10 à 30 % de couverture non admissible : 90 % de la surface admissible;
- 3° 30 à 50 % de couverture non admissible : 70 % de la surface admissible;
- 4° plus de 50 % de couverture non admissible : surface non admissible.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 juin 2014.

C. DI ANTONIO

## Annexe

### Conditions d'octroi des dérogations pour usages non agricoles de surfaces agricoles

#### Chapitre 1<sup>er</sup>. Les cas assortis de contraintes faibles

Article 1<sup>er</sup>. La promenade organisée, ainsi que le passage de promeneurs à cheval ou à vélo peuvent être autorisés sans restriction.

L'organisation de festivités, hors sports moteurs et courses d'engins motorisés, peut être autorisée durant au maximum une semaine par an;

L'organisation d'activités de tir, d'aéromodélisme, d'ultra légers motorisés, de parapentes et para-moteurs, d'équitation peut être autorisée au maximum un week-end par mois;

L'installation de parkings, de chapiteaux de cirque, de stands et de kiosques peut être autorisée durant quinze jours au maximum par an;

L'installation de camps de mouvements de jeunesse ou similaire peut être autorisée durant un mois et demi au maximum par an.

#### Chapitre 2. Les cas assortis de contraintes fortes

Art. 2. Les activités de gymkhana, de vélo tout terrain, de vélo-cross, de karting, de moto-cross, de quad-cross, d'auto-cross ou de stock-cars, de concentration de tracteurs agricoles hors du cadre d'un tractors-pulling, et d'autres matériels agricoles peuvent être autorisées sous les conditions suivantes :

- 1° que les activités n'aient lieu qu'une fois par an;
- 2° que les activités soient limitées à quatre jours au maximum par an;
- 3° que les activités ne modifient pas de manière définitive le relief du sol, sauf si l'activité a obtenu au préalable un permis unique;

4° que l'évacuation par le responsable ou le demandeur de toute installation mobile de la manifestation et l'élimination de tous les déchets soient réalisées dans un laps de temps de huit jours après l'activité.

Dans la situation où la parcelle agricole qui fait l'objet de l'autorisation se trouve dans une zone de captage, le ravitaillement en carburants et en huile des engins motorisés, ainsi que leur réglage et leur entretien, s'effectuent sur une aire étanche aménagée à cet effet.

L'organisateur dispose de l'équipement anti-pollution approprié, lui permettant de récupérer les hydrocarbures accidentellement épanchés. L'organisateur prend les dispositions utiles afin d'éviter toute pollution de la nappe phréatique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 juin 2014 relatif à la mise en application des dispositions relatives à la demande unique et à l'admissibilité des surfaces de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Namur, le 24 juin 2014.

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204848]

#### 24. JUNI 2014 — Ministerialerlass zur Durchführung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik bezüglich des Sammelantrags und der Zulässigkeit der Flächen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.61 § 2 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, Artikel 10 § 2 und Artikel 12 § 1 und § 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, und Artikel 15/1 § 3, 15/2, 15/3 Abs. 2, und 15/6 § 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet wird, dass die Abweichungen von der Nichtförderfähigkeit, die für die von den Landwirten unter dem Code 613 angegebenen Gebiete mit besonderem Status gewährt worden waren, im Anschluss an die am 25. März 2014 übermittelten endgültigen Schlussfolgerungen des Flächenaudits 2013 in dem LIPS (Land Parcel Identification System) nicht aufgenommen und somit nicht für die Zahlung der Beihilfen der ersten Säule berücksichtigt worden sind, was dazu geführt hat, dass für diese landwirtschaftlichen Parzellen im Oktober und Dezember 2013 keine Zahlungen erfolgt sind. Dass es sich bei den Betrieben, die hauptsächlich von dieser Maßnahme betroffen sind, um jene handelt, die sich am stärksten im Rahmen der Verwaltung von Naturflächen engagieren. Dass die Zahlung dieser Beihilfen erst erfolgen kann, nachdem neue Kriterien für die Zulässigkeit der angegebenen Flächen bestimmt worden sind;

In Erwägung der Dringlichkeit, die ebenfalls durch die Notwendigkeit begründet wird, neue Bestimmungen für die Zulässigkeit der landwirtschaftlichen Flächen der ersten Säule der GAP zu unterbreiten, welche für das Wirtschaftsjahr 2014 und vor dem 30. Mai 2014 förmlich geregelt und den Landwirten unmissverständlich bekannt sein müssen, da der Antragsteller nach diesem Datum keine Möglichkeit mehr hat, seine bei der Verwaltung eingereichte Flächenerklärung zu ändern;

In Erwägung der Dringlichkeit, die ebenfalls durch die Notwendigkeit begründet wird, die Gesetzmäßigkeit der auf elektronischen Wege übermittelten Flächenerklärungen, die manche Landwirte 2014 auf diesem Wege eingereicht haben, zu ermöglichen und Bestimmungen einzuführen, durch welche dieser Übermittlung ein Rahmen gegeben wird;

Aufgrund des am 28. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 3° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 56.407/4;

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Beihilfeanträge für die folgenden Regelungen erfolgen über den Sammelantrag:

- 1° die Betriebsprämienregelung;
- 2° die Regelung in Sachen Grünlandprämie;
- 3° die agrarökologischen Beihilfen;
- 4° die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;
- 5° die Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten;
- 6° die Natura 2000-Entschädigungen.

**Art. 2** - Der Sammelantrag geht spätestens am 31. März des betroffenen Wirtschaftsjahres bei der Zahlstelle ein.

Der Antragsteller übermittelt der Zahlstelle den elektronischen Sammelantrag spätestens am 30. April des betroffenen Wirtschaftsjahres.

**Art. 3** - § 1. Die in der Anlage bestimmten Tätigkeiten können für eine nicht landwirtschaftliche Benutzung der betreffenden Flächen Gegenstand einer Abweichung sein. Die Genehmigungsanträge für diese Tätigkeiten sind spätestens dreißig Werktage vor dem für die nicht landwirtschaftliche Tätigkeit vorgesehenen Datum an die Außendirektion der Abteilung Beihilfen zu richten, die zuständig ist, um den Sammelantrag des Antragstellers zu bearbeiten. Dabei ist das von dieser Abteilung bestimmte Formular zu benutzen. Die zuständige Außendirektion befindet über den Genehmigungsantrag für die Durchführung der nicht wirtschaftlichen Tätigkeit auf den betreffenden Agrarflächen aufgrund der in der Anlage angegebenen Kriterien.

Die Anträge betreffend die in der Anlage angegebenen Tätigkeiten, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets geplant werden, werden ebenfalls durch ein Schreiben zugestellt, das an den Direktor der betroffenen Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet wird.

Für Fälle, die in der Anlage nicht bestimmt werden, werden die Anträge an die Direktion der Agrarflächen der Abteilung Beihilfen gerichtet, unter Beachtung der in Absatz 1 angegebenen Bestimmungen.

§ 2. Treffen und Wettbewerbe von Tractorpulling, Dragstern und Monstertrucks dürfen auf landwirtschaftlichen Flächen nicht genehmigt werden.

Gymkhana-Tätigkeiten, Mountainbike-, Fahrradcross-, Karting-, Motocross-, Quadcross-, Autocross- oder Stockcar-Wettbewerbe, Konzentrationen von Traktoren und sonstigen Agrargeräten dürfen in Natura 2000-Gebieten nicht genehmigt werden.

Die Veranstaltung von nicht landwirtschaftlichen Tätigkeiten auf Agrarflächen, wo biologische Produktionsmethoden angewandt werden, darf nur dann genehmigt werden, wenn die zugelassene Zertifizierungseinrichtung für biologische Produktionsmethoden ihre Zustimmung abgegeben hat.

Die Veranstaltung von nicht landwirtschaftlichen Tätigkeiten darf auf Agrarflächen nicht genehmigt werden, wo folgende Agrarumweltmethoden im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen angewandt werden:

- 1° Methode 2: natürliche Weide;
- 2° Methode 3.a: begraste Wendefläche am Rand der Kulturen;
- 3° Methode 3.b: extensiv genutzter Wiesenstreifen, für den Teil der Parzelle, der Gegenstand dieser Maßnahme ist;
- 4° Methode 8: biologisch wertvolle Weide;
- 5° Methode 9: bepflanzter Parzellenstreifen.

**Art. 4** - Die Flächen, die sich innerhalb des Umkreises von Flughäfen, Militärgeländen, Sportgeländen, am Rande von Straßen und Gebäuden, entlang Wasserläufen befinden, wo keine Agrarproduktion stattfindet, werden als Flächen betrachtet, die zu nicht landwirtschaftlichen Zwecken benutzt werden.

**Art. 5** - Die Lagerstätten im Sinne von Artikel 15/3, Absatz 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 betreffen die Lagerung von nicht landwirtschaftlichen Erzeugnissen, die die landwirtschaftliche Benutzung der betreffenden Fläche nicht erlauben, wie z.B. die dauerhafte Lagerung von Landmaschinen, Holz, Bauabfällen und Aushubmaterial, sonstigen Abfällen, Reifen, Planen.

**Art. 6** - Die Verringerungskoeffizienten nach Artikel 15/6, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 werden wie folgt festgelegt:

- 1° 0 bis 10 % nicht zulässige Bodenbedeckung: 100 % der zulässigen Fläche;
- 2° 10 bis 30 % nicht zulässige Bodenbedeckung: 90 % der zulässigen Fläche;
- 3° 30 bis 50 % nicht zulässige Bodenbedeckung: 70 % der zulässigen Fläche;
- 4° mehr als 50 % nicht zulässige Bodenbedeckung: nicht zulässige Fläche.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Juni 2014

C. DI ANTONIO

## Anlage

### Bedingungen für die Gewährung von Abweichungen für die nicht landwirtschaftliche Benutzung von Agrarflächen

#### Kapitel 1 - Fälle mit schwacher Beanspruchung

Artikel 1 - Organisierte Wanderungen, der Durchgang von Wanderreitern oder die Durchfahrt von Fahrradfahrern können ohne Einschränkung genehmigt werden.

Die Organisation von Festen unter Ausschluss von Motorsportveranstaltungen und Rennen mit Motorfahrzeugen dürfen während höchstens einer Woche im Jahre genehmigt werden;

Schieß- und Modellbauveranstaltungen, Veranstaltungen mit Ultraleichtflugzeugen, Paragliden und Gleitschirmmotoren, sowie Reitaktivitäten dürfen höchstens ein Wochenende im Monat organisiert werden;

Die Einrichtung von Parkplätzen, Zirkuszelten, Ständen und Kiosken darf höchstens 15 Tage im Jahre genehmigt werden.

Die Einrichtung von Jugendcamps oder ähnlichen Lagern darf höchstens während anderthalb Monaten im Jahre genehmigt werden.

#### Kapitel 2 - Fälle mit starker Beanspruchung

Art. 2 - Gymkhana-, Mountainbike-, Fahrradcross-, Karting-, Motocross-, Quadcross-, Autocross- oder Stockcar-Tätigkeiten, Konzentrationen von Traktoren außerhalb einer Tractorpullingveranstaltung, und von sonstigen Agrargeräten dürfen unter Einhaltung folgender Bedingungen genehmigt werden:

- 1° die Aktivitäten finden nur einmal im Jahre statt;
- 2° die Aktivitäten sind auf höchstens vier Tage im Jahre beschränkt;
- 3° die Aktivitäten verursachen keine endgültige Änderung des Bodenreliefs, außer wenn dafür im Voraus eine Globalgenehmigung erteilt wurde;
- 4° die für die Aktivitäten verantwortliche Person oder der Antragsteller entfernt alle mobilen Einrichtungen und alle Abfälle binnen einer Frist von acht Tagen nach der Aktivität.

Falls sich die landwirtschaftliche Parzelle, für welche die Genehmigung erteilt wurde, in einem Wassergewinnungsgebiet befindet, müssen die Motorfahrzeuge auf einer zu diesem Zweck eingerichteten dichten Fläche mit Brennstoff und Öl versorgt werden, auf der ebenfalls die Regel- und Wartungsvorgänge stattfinden.

Der Veranstalter verfügt über die geeigneten Ausrüstungen zur Bekämpfung der Verschmutzung, anhand deren unfallbedingt verschüttete Kohlenwasserstoffe aufgenommen werden können. Der Veranstalter trifft alle nützlichen Maßnahmen, um eine Verschmutzung der Grundwasserleitschicht zu vermeiden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Juni 2014 zur Durchführung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik bezüglich des Sammelantrags und der Zulässigkeit der Flächen als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Juni 2014

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204848]

**24 JUNI 2014. — Ministerieel besluit betreffende het in toepassing brengen van de bepalingen inzake de eenmalige aanvraag en het in aanmerking komen van de oppervlaktes bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid**

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.4, D.31, D.61, § 2, en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, artikelen 10, § 2, en 12, §§ 1 en 2, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, en artikelen 15/1, § 3, 15/2, 15/3, tweede lid, en 15/6, § 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de afwijkingen toegestaan aan de door de landbouwers onder code 613 aangegeven gebieden met een bijzonder statuut die niet in aanmerking komend zijn, ten gevolge van de definitieve conclusies van de oppervlakte-audit van 2013, overgemaakt op 25 maart 2014, van het LPIS en dus van de betaling van steun van de eerste peiler geschrapt werden waardoor deze landbouwpercelen geen steun uitbetaald kregen in oktober en december 2013; Overwegende dat de bedrijven die zich het meest hebben ingezet voor het beheer van natuuroppervlaktes het meest onder de invloed van die maatregel staan; Overwegende dat de betaling van die steun enkel mogelijk zal zijn als er éénmaal nieuwe toelatingscriteria vastgesteld zijn voor de aangegeven oppervlaktes;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, eveneens ingegeven door de noodzaak om de nieuwe toelatingsregels voor landbouwoppervlaktes voor de stellen voor de eerste peiler van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, die officieel moeten worden gemaakt en in alle duidelijkheid gekend moeten zijn van de landbouwers voor het seizoen 2014, voor 30 mei 2014, daar de steunaanvrager na die datum zijn bij de administratie ingediende oppervlakte-aangifte niet meer mag wijzigen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, eveneens ingegeven door de noodzaak om het wettelijk karakter mogelijk te maken van de indiening van de in 2014 door sommige landbouwers elektronisch ingediende oppervlakte-aangiften en in de bepalingen te voorzien die een verankering verlenen aan die wijze van aangifte;

Gelet op het advies 56.407/4 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

**Artikel 1.** De steunaanvragen voor de volgende regelingen geschieden via de eenmalige aanvraag :

- 1° de bedrijfstoelageregeling;
- 2° de graspremiereregeling;
- 3° de agromilieusteun
- 4° de steun voor biologische landbouw;
- 5° de compenserende vergoedingen in benadeelde gebieden;
- 6° de vergoedingen Natura 2000.

**Art. 2.** De eenmalige aanvraag wordt uiterlijk 31 maart van bedoeld seizoen aan het betaalorgaan gestuurd.

De elektronische eenmalige aanvraag wordt uiterlijk 30 april van bedoeld seizoen door de aanvrager aan het betaalorgaan gericht.

**Art. 3.** § 1. De in bijlage omschreven activiteiten kunnen het voorwerp van een afwijking uitmaken als bedoelde oppervlaktes niet voor landbouwdoeleinden gebruikt worden. De vergunningsaanvragen betreffende die activiteiten worden gericht aan de Externe Directie van het Departement Steun, die bevoegd is om de eenmalige aanvraag van de aanvrager te behandelen. Ze worden gericht uiterlijk dertig kalenderdagen voor de datum voorzien voor de niet-landbouwactiviteit aan de hand van het formulier dat door genoemd Departement bepaald wordt. De bevoegde externe directie spreekt zich uit over de aanvraag tot machtiging om de niet-landbouwactiviteit uit te oefenen op de betrokken landbouwoppervlaktes op grond van de criteria vermeld in de bijlage.

De aanvragen betreffende de in bijlage bedoelde activiteiten die overwogen worden in de omtrek van een Natura 2000-locatie worden eveneens per brief meegedeeld aan de directeur van de externe dienst van het betrokken Departement Natuur en Bossen.

Voor de gevallen die niet in bijlage omschreven worden, worden de aanvragen aan de Directie Landbouwoppervlaktes van het Departement Steun gericht volgens dezelfde modaliteiten als die waarin het eerste lid voorziet.

§ 2. De bijeenkomsten en competities van tractor-pulling, dragsters en monsterstrucks mogen niet toegelaten worden op landbouwoppervlaktes.

Gymkhana-activiteiten, mountainbike-, crossfiets-, karting-, motocross-, quadcross-, autocross- of stockcar-competities, concentraties van landbouwtractors en van ander landbouwmateriaal mogen niet toegelaten worden in Natura 2000-locaties.

De ontwikkeling van niet-landbouwactiviteiten op landbouwoppervlaktes volgens een biologisch productieproces kan slechts toegelaten worden met de toestemming van de certificerende instelling die erkend is voor de biologische productiewijze.

De ontwikkeling van niet-landbouwactiviteiten mag niet toegelaten worden op de landbouwoppervlaktes die het voorwerp uitmaken van de volgende agromilieumethodes in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw:

- 1° methode 2 : natuurlijke weide;
- 2° methode 3.a : met gras bezaaide perceelsranden;
- 3° methode 3.b : extensieve graslandstrook, voor het perceelgedeelte waarop die maatregel betrekking heeft;
- 4° methode 8 : weide met een hoge biologische waarde;
- 5° methode 9 : ingerichte perceelstrook.

**Art. 4.** De oppervlaktes zonder landbouwproductie gelegen binnen de omtrek van luchthavens, militaire terreinen, sportterreinen, langs wegen, gebouwen en waterlopen worden beschouwd als oppervlaktes die voor niet-landbouwdoeleinden gebruikt worden.

**Art. 5.** De opslagplaatsen bedoeld in artikel 15/3, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 betreffen de opslag van niet-landbouwproducten, meer bepaald de permanente opslag van landbouwmaterieel, bouw- en grondwerkafval, allerlei afval, banden, dekzeilen, die de landbouwexploitatie van bedoelde oppervlakte niet toelaten.

**Art. 6.** De verminderingcoëfficiënten bedoeld in artikel 15/6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 worden vastgelegd als volgt :

- 1° 0 tot 10 % niet in aanmerking komende bedekking : 100 % van de in aanmerking komende bedekking;
- 2° 10 tot 30 % niet in aanmerking komende bedekking : 90 % van de in aanmerking komende bedekking;
- 3° 30 tot 50 % niet in aanmerking komende bedekking : 70 % van de in aanmerking komende bedekking;
- 4° meer dan 50 % niet in aanmerking komende bedekking : niet in aanmerking komende oppervlakte.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.  
Namen, 24 juni 2014.

C. DI ANTONIO

#### Bijlage

Voorwaarden waaronder afwijkingen worden verleend  
voor niet-landbouwgebruiken van landbouwoppervlaktes

##### Hoofdstuk 1. Gevallen waarin lage eisen worden opgelegd

Artikel 1. Georganiseerde wandelingen alsook de doortocht van paardrijders of fietsers mogen zonder beperking toegelaten worden.

De organisatie van feestelijkheden, met uitsluiting van motorsporten en races met motorvoertuigen, kan hoogstens een week per jaar toegelaten worden.

De organisatie van activiteiten i.v.m. schietoefeningen, vliegtuigmodelbouw, ultralichte vliegtuigen, zeilschermen, paramotors en paardrijden kan hoogstens één weekend per maand toegelaten worden.

De inrichting van parkeerplaatsen en de installatie van circustenten, stands en kiosken kunnen hoogstens vijftien dagen per jaar toegelaten worden.

De installatie van kampen van jeugdbewegingen of soortgelijke bewegingen kan hoogstens anderhalve maand per jaar toegelaten worden.

##### Hoofdstuk 2. Gevallen waarin hoge eisen worden opgelegd

Art. 2. Gymkhana-, mountainbike-, crossfiets-, karting-, motocross-, quadcross-, autocross- of stockcar-activiteiten, concentraties van landbouwtractors, buiten het kader van een tractorpulling, en van ander landbouwmateriaal kunnen toegelaten worden onder de volgende voorwaarden:

- 1° de activiteiten vinden slechts één keer per jaar plaats;
- 2° de activiteiten worden beperkt tot hoogstens vier dagen per jaar;
- 3° de activiteiten veroorzaken geen definitieve wijziging van het bodemreliëf, tenzij vooraf een eenmalige vergunning voor die activiteiten werd afgeleverd;
- 4° elke mobiele installatie betreffende de gebeurtenis wordt door de verantwoordelijke of de aanvrager weggevoerd en alle afval verwijderd binnen een termijn van 8 dagen na de activiteit.

Als het landbouwperceel dat het voorwerp van de vergunning is zich in een waterwingebied bevindt, moet de brandstof- en oliebevoorrading van de motorvoertuigen, alsook het bijstellen en onderhoud ervan plaatsvinden in een daartoe ingerichte dichte ruimte.

De organisator beschikt over een geschikte anti-vervuilingsuitrusting waarmee hij de toevalligerwijze verspreide koolwaterstoffen kan opvangen. De organisator treft de nodige maatregelen om elke verontreiniging van de grondwaterspiegel te voorkomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 juni 2014 betreffende het in toepassing brengen van de bepalingen inzake de eenmalige aanvraag en het in aanmerking komen van de oppervlaktes bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Namen, 24 juni 2014.

C. DI ANTONIO